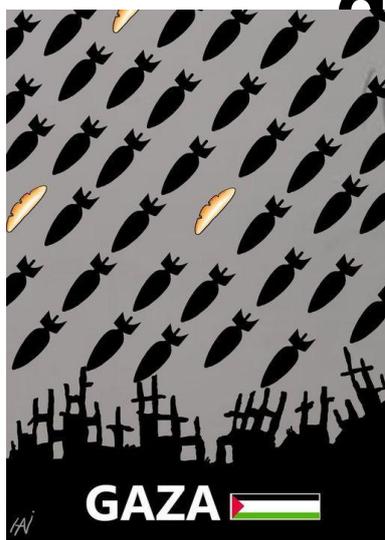


https://ricochets.cc/Genocide-a-Gaza-tueries-d-enfants_boycottons-produits-israeliens-bloquons-ici-usines-d-armement.html



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement



- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 21 mars 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Massacres insoutenables à Gaza, propos insoutenables en faveur du génocide des palestiniens sur de nombreux médias français, rien ne change, ici comme là-bas.

En France la domination et l'alliance « extrême centre » macroniste / extrême-droite / droite extrême empêche toute réelle inflexion de politique vis à vis des carnages commis par l'Etat israélien.

L'armée israélienne tue des dizaines d'affamés à Gaza et déploie des robots.

Malgré les protestations, y compris venant de nombreuses personnes juives dans le monde et aussi en Israël, le gouvernement israélien et son armée projettent d'attaquer prochainement Rafah, et le sud du Liban avant l'été.

Quand est-ce que cette épouvantable entreprise génocidaire en direct sera stoppée ?!

Les pays colonialistes se soutiennent et s'échangent méthodes et matériels militaires et de surveillance. Par exemple avec la coopération France/Israël, ou France/Israël/Maroc.

En tout cas, ici, il y a des produits/entreprises à boycotter, des activités et firmes à entraver et bloquer.

STRASBOURG : « AXA FINANCE LE GÉNOCIDE »

Une action a eu lieu à Strasbourg au mois de janvier contre le siège de l'assurance Axa, complice économique de banques israéliennes et de l'entreprise Elbit Systems, important fabricant d'armes israélien.

Les banques partenaires d'Axa financent directement l'implantation illégale de colonies israéliennes en Cisjordanie.

La firme porte donc une responsabilité dans la tragédie en cours.

Des anonymes nous ont fait parvenir cette vidéo de l'action. Le siège a été repeint en rouge et barré de l'inscription : « Axa finance le génocide ».

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/1443386412971676>

(post de Contre attaque)



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

DIVERS

- [Action contre AXA à Genève](#) - Cette nuit, nous avons redécoré et bouché les serrures de 5 bureaux d'Axa du canton de Genève pour lui rappeler que le financement des banques israéliennes doit cesser. Immédiatement !
- [Monsieur le Président, la France refuse d'être complice d'un génocide](#)
- [Pisser du haut du plongeur : L'État d'Israël contre les Juifs](#) : Selon l'AFP, « Joe Biden a estimé samedi [9 mars] que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu "faisait plus de mal que de bien à Israël" par sa conduite de la guerre à Gaza [...] ». Toutefois, a poursuivi le président des États-Unis, « Je n'abandonnerai jamais Israël. Défendre Israël reste d'une extrême importance. » Il a aussi évoqué (l'absence de toute) « ligne rouge » et l'existence [« il y a des »] de « lignes rouges », toujours selon l'AFP, qui parle de « propos ambigus »... C'est le moins que l'on puisse dire.
- [Questions aux Israéliens : « Après 150 jours de mort et de destruction à Gaza, Israël est-il plus fort et plus sûr ? »](#) - Alors que la guerre a franchi le cap des 150 jours, chaque Israélien devrait se poser honnêtement la question suivante : notre situation est-elle préférable aujourd'hui à celle antérieure au 6 octobre 2023 ? Sommes-nous plus forts ? Plus sûrs ? Avons-nous une plus grande force de dissuasion ? Sommes-nous plus respectés ? Plus fiers de nous ? Sommes-nous plus unis ? Sommes-nous dans une situation meilleure de quelque manière que ce soit ? Ce qui est incroyable, c'est que la réponse à toutes ces questions est non, sans équivoque.
- [Le 7 octobre : un massacre antisémite ?](#) - Les narratifs autour des crimes perpétrés le 7 octobre par le Hamas ne font plus débat : de l'extrême droite à une partie non négligeable de la gauche, ils seraient le produit de l'antisémitisme.
- [Israël assassin, Thalès complice !](#) : A l'appel de plusieurs organisations et campagnes, le 11 mars était une journée internationale de mobilisation pour dénoncer la complicité des entreprises d'armement avec le génocide en cours à Gaza. Dans ce cadre, des activistes anticolonialistes ont organisé plusieurs actions dans la région de Toulouse. (...)
- [Génocide à Gaza : Gideon Levy et Amira Hass, ces journalistes qui osent dénoncer la barbarie et le fascisme de leur pays](#) - A contre-courant de la propagande israélienne, ces deux journalistes vivant en Israël sont les rares personnes à s'opposer à la politique consensuelle de la société israélienne, qui s'enfonce de plus en plus dans le fascisme. Leur analyse du génocide de Gaza devrait interpeller les médias occidentaux, scotchés sur la propagande israélienne.
- [Israël-Palestine : Colonialisme, classes et capitalisme \[Radio\]](#) - Comment analyser les réalités sociales, économiques et politiques israélo-palestiniennes à l'heure du massacre à Gaza (9 mars 2024) ? Avec quelles théories et quels concepts ? Partant de notre commune insatisfaction face aux approches dominantes des réalités israélo-palestiniennes, et tentant de combiner des approches en termes de capitalisme et de rapports de classe et des approches en termes de colonisation de peuplement, un épisode en forme de dialogue avec Emilio Minassian des éditions Niet, bon connaisseur des camps de réfugiés en Cisjordanie, et auteur sur ce sujet de plusieurs articles.

BELGIQUE : BLOCAGE DE FIRMES QUI ARMENT ISRAËL

► #StopArmingIsrael -

Lundi 4 mars, à partir de 6H du matin, une action coordonnée a bloqué les entrées de plusieurs entreprises d'armements en Belgique, qui exportent leurs engins de morts vers Israël.

Deux firmes ont été complètement bloquées : OIP-Elbit et Thalès. La première est détenue à 100 % par le producteur d'armes israélien Elbit Systems, qui est le plus grand fabricant d'armes privé d'Israël, et qui fournit 85 % des drones et la plupart des équipements militaires terrestres utilisés par l'armée israélienne.

Devant son usine, 70 personnes ont bloqué l'entrée, certaines se sont enchaînées, et d'autres ont occupé le toit.

Chez Thalès, 60 personnes ont totalement bloqué les portes et les accès logistiques de l'entreprise. Thalès, firme française d'armement, entretient des relations de longue date avec Israël et collabore avec Elbit System.

Aucun employé n'a pu accéder aux deux sites. Cette action efficace et simultanée en plusieurs points stratégiques montre qu'il est possible et nécessaire de bloquer la chaîne logistique qui arme le génocide. **D'autres actions ont également lieu en Suède contre les mêmes entreprises au même moment.** A suivre.



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

AU FESTIVAL DE CINÉMA DE BERLIN, PAROLES JUSTES CONTRE L'APARTHEID ET LE COLONIALISME ISRAËLIEN

S'il y a un pays dans le monde qui fait pire que la France par son soutien inconditionnel au fascisme israélien, c'est l'Allemagne. Avec une certaine récurrence, nos voisins semblent vouloir rester du mauvais côté de l'Histoire : l'État jadis responsable de la Shoah choisit désormais de soutenir aveuglément l'État d'Israël, quoiqu'il fasse, même lorsque celui-ci commet un génocide.

Le 13 mars 2008, Angela Merkel déclarait que la sécurité d'Israël était, pour l'Allemagne, une « raison d'État », une formule désormais reprise par Olaf Scholz. Autrement dit, le soutien à Israël passe au-dessus de toutes les autres considérations. C'est ainsi que, depuis 5 mois, toute expression en faveur de la Palestine est traquée en Allemagne, que des associations sont attaquées, des manifestations interdites, des interventions annulées ou punies. Même au sein de la gauche allemande, émettre un doute sur les crimes de guerre israéliens est rapidement considéré comme « antisémite ». Les fameux supporters « antifascistes » de Sankt Pauli ont d'ailleurs publiquement soutenu Israël. C'est l'Union Sacrée derrière Netanyahu.

Des voix très courageuses ont brisé cette chape de plomb il y a quelques jours. Samedi 24 février, à la Berlinale, le prestigieux festival de cinéma qui a lieu dans la capitale allemande, une cérémonie était organisée, au cours de laquelle plusieurs cinéastes ont exprimé leur soutien au peuple palestinien. Notamment la réalisatrice et actrice franco-sénégalaise Mati Diop, qui a affirmé sa « solidarité avec la Palestine » en recevant une récompense pour son film Dahomey.

Mais le discours le plus marquant reste celui de Basel Adra et Yuval Abraham, deux jeunes hommes dont le travail commun dessine l'espoir de justice et de paix en Palestine. Ils ont participé à la réalisation collective, israélo-palestinienne, du film *No Other Land*, à propos de l'expulsion de Masafer Yatta, un territoire palestinien progressivement vidé de sa population par des attaques et des implantations de colonies israéliennes.

« Basel et moi avons le même âge. Je suis israélien, Basel est palestinien. Et dans deux jours, nous allons revenir sur une terre où nous ne sommes pas égaux. Cette situation d'apartheid entre nous, cette inégalité doit cesser » a déclaré Yuval Abraham. Son ami est en effet privé de vote, de se déplacer librement, dans les territoires occupés de Cisjordanie « comme des millions de palestiniens » a rappelé l'artiste.

Basel Adra a quant à lui rappelé sa peine de recevoir ce prix quand ses proches se font massacrer à Gaza, et a supplié l'Allemagne d'arrêter d'envoyer des armes à Israël.

Ces déclarations fraternelles et internationalistes auraient pu susciter un engouement et une vague de solidarité. C'est l'inverse qu'il s'est produit. Les médias et la classe politique, allemands comme israéliens, ont déchaîné leur haine et leurs diffamations contre les deux hommes, qualifiés notamment « d'antisémites ».

Yuval Abraham a même été la cible de menaces de mort, visant également sa famille en Israël. Il a révélé quelques jours plus tard qu'une « foule de militants de droite s'est rendue au domicile de sa famille pour le chercher ». La « seule démocratie du Proche Orient » selon l'occident est un régime fasciste où les opposants sont traqués et craignent pour leurs vies et celles de leurs proches.

« Je maintiens chaque mot » a toutefois affirmé Yuval Abraham sur Twitter. Les temps sont durs, mais l'histoire retiendra le courage des Justes.

UN ROBOT TUEUR À GAZA ?

► La Palestine, terrain d'expérimentation militaire dystopique

L'annonce est faite par le journal israélien Haaretz : « Dans le but d'éviter de blesser les soldats et les chiens, Tsahal expérimente l'utilisation de robots et de chiens télécommandés pendant la guerre de Gaza. La plupart des tests ont été effectués avec un "chien robot", également équipé d'un drone. Des bulldozers D9 télécommandés sans pilote sont également utilisés ».

Un État surarmé et soutenu par l'occident massacre une population civile, et le génocide colonial est aussi le terrain de tester sur des êtres humains les outils "innovants" du complexe militaro-industriel.

Une vidéo montre les robots déployés. Il s'agit d'un modèle baptisé « Vision 60 » et conçu par une société américaine appelée Ghost Robotics. Chacun de ces chiens coûte 165.000 dollars. Ils sont considérés comme semi-automatiques, travaillent sous terre et au-dessus des décombres et peuvent se remettre sur pied même s'ils tombent. Par le passé, la firme avait monté un modèle de ses robots baptisé « Spur » en train de tirer en rafale, équipé d'une arme à feu sur le dos.

Il y a quelques années, l'entreprise américaine Boston Dynamics présentait son premier « robot chien » de couleur jaune vif baptisé SPOT. L'invention était présentée comme sympathique et inoffensive. **Les grincheux qui annonçaient une future utilisation militaire d'un tel robot étaient traités de paranoïaques et de complotistes.** Jusqu'à ce qu'une entreprise décide de militariser cette machine. À présent, le robot est équipé d'un fusil d'assaut ou d'outils de surveillance et opère à Gaza en conditions réelles.

La surenchère dystopique ne fait que commencer

Israël est à la pointe des expérimentations technologiques de l'horreur. Un LBD automatisé tirant avec l'aide d'une intelligence artificielle sur des cibles humaine est installé sur des checkpoints en Cisjordanie. Des drones tireurs équipés d'armes de guerre tuent à Gaza. L'Intelligence Artificielle a été utilisée pour bombarder l'enclave Palestinienne. Maintenant que ce nouveau « marché » est ouvert et que les premiers usages sur le terrain sont réalisés par Israël, la surenchère dystopique ne fait que commencer.

▶ Vidéo : <https://fb.watch/qEISoN2MHo/>



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

EN FRANCE, FAIRE L'APOLOGIE D'UN GÉNOCIDE EST AUTORISÉ, LE DÉNONCER EST SANCTIONNÉ

La « grande famille » du cinéma français continue de nous éblouir, avec deux spécimens qui se sont dépassés ces derniers jours.

Le comique Michel Boujenah était invité sur la radio communautaire Radio J, et a déclaré au micro de l'agresseur sexuel Haziza : « **Quand les américains ils ont bombardé Berlin, personne n'a rien dit, tout le monde trouvait ça légitime pour lutter contre les nazis, même Hiroshima ! Si les Gazaouis sont d'accord avec le Hamas, alors il n'y a pas de dommages collatéraux. On a affaire à des sauvages.** »

C'est littéralement une apologie de génocide, alors qu'au moins 25.000 femmes et enfants ont été tuées par Israël, et qu'une famine organisée frappe des centaines de milliers de civils. Notons que Boujenah ne se contente pas de valider le massacre en cours à Gaza, il justifie aussi l'usage d'armes atomiques sur les habitants d'Hiroshima et Nagasaki : des massacres industriels qui n'avaient aucun autre but militaire que de terroriser le monde et d'installer la suprématie des USA.

Ce mercredi, le film « 14 jours pour aller mieux » dans lequel joue Michel Boujenah sort en salle, on lui souhaite l'échec qu'il mérite.

Gérard Darmon, qui est plus drôle dans « Astérix Mission Cléopâtre » que dans la vraie vie, est carrément allé faire une visite de courtoisie directement en Israël. Et pas n'importe où : devant des militaires israéliens envoyés au front, donc au coeur de la machine de guerre criminelle. Prenant le micro devant les soldats, il s'est exclamé : « **Vous êtes notre fierté, vous êtes notre honneur, sans vous, on ne serait pas là ! Vous faites vivre l'État d'Israël !** »

La « fierté » et « l'honneur » de tuer des enfants avec des armes de haute technologie, d'affamer des familles et de

parader avec des sous-vêtements de femmes palestiniennes. Chacun ses valeurs. Ici Gérard Darmon est a minima dans l'encouragement plein et entier de crimes contre l'humanité.

Darmon et Boujenah, qui prêtent allégeance à un État étranger mis en cause devant la justice internationale pour des faits de génocide, seront-ils critiqués dans les médias français ? Seront-ils traités de « communautaristes », de « séparatistes » ? Seront-ils expulsés du territoire comme l'ont été des Imams pour bien moins que cela ?

Évidemment pas. Ils sont riches, blancs, de droite. Ils sont autorisés à dire cela, et même encouragés.

Dans le même temps, la sportive Émilie Gomis et la juriste franco-palestinienne Rima Hassan sont diffamées, harcelées, punies et convoquée par la police pour l'une d'elle pour avoir simplement dénoncé le génocide.

Émilie Gomis a été destituée de sa fonction aux Jeux Olympiques pour une simple publication sur les réseaux sociaux contre le massacre en cours, alors que Rima Hassan voit diverses interventions et partenariats annulés sous la pression de fanatiques pro-israéliens. De même, nombre d'organisations militantes sont menacées de dissolution et visées par des enquêtes pour « complicité de terrorisme » pour avoir soutenu la Palestine.

Mais pour Boujenah et Darmon, tout va bien. Comme pour les dizaines d'intervenant-es ayant tenu des propos génocidaires dans les médias français depuis le 7 octobre, sans la moindre contradiction. Les valeurs sont totalement inversées au pays des Droits de l'Homme Blanc et colonialiste.

SOLIDARITÉ MADE IN FRANCE

Le compte officiel du Président a diffusé, tout fier, une vidéo avec la légende : « La solidarité à l'oeuvre. »

On y voit quelques colis de nourriture largués depuis un avion sur la bande de Gaza dévastée et affamer. La mise en scène devient obscène lorsqu'on aperçoit le dernier colis avec un drapeau français, comme si c'était une fierté.

Rappelons que la France vend littéralement des armes à Israël.

Comme si on pouvait appeler cela de la « solidarité », de larguer une quantité infime d'aide humanitaire après avoir soutenu « inconditionnellement » depuis plus de 150 jours les responsables de cette situation. Comme si on devait être fiers de entre pays alors qu'il est un soutien direct de l'Etat qui massacre et affame la population en question.

La solidarité, ce n'est pas jeter quelques miettes de pain à un enfant en train de mourir de faim après l'avoir affamé.

Ce n'est pas fournir une bombe puis envoyer des pansements.

La solidarité, ce serait de prendre des mesures fermes contre un État fasciste en train de commettre un génocide. La solidarité, ce serait, par exemple, de mettre Israël sous blocus, de cesser tout échange commercial avec, de saisir les comptes en banque des oligarques israéliens comme cela avait été fait pour la Russie, pour contraindre son gouvernement à un cessez le feu immédiat et de punir les milliers de franco-israéliens qui commettent des crimes de guerre.

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/226172237183696>



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

Ú CHEZ I24 : JOURNALISME MILITANT, AU PLUS PRÈS DES MILICES SIONISTES ET DE LA POLICE

Vendredi 8 mars, un cortège pro-israélien a organisé une provocation insensée lors de la marche féministe à Paris. Un groupe baptisé « Nous vivrons », qui dit défendre les femmes israéliennes, s'est inséré au coeur de la manifestation avec un important service d'ordre cagoulé et armé, venu jouer les gros bras et intimidant les manifestantes pro-Palestine.

Cette milice sioniste, venue pour en découdre, a gazé, frappé, chargé le cortège, avant d'être repoussée derrière les lignes de la police. La BRAV, unité de choc de la police parisienne, a ensuite accueilli tranquillement la milice armée qui venait d'agresser le cortège.

Au sein du groupe « Nous vivrons » se trouvait une journaliste de la chaîne I24, reconnaissable par son micro, avec le logo de la chaîne.

I24, c'est cette télé communautaire possédée par le milliardaire franco-israélien Patrick Drahi, qui diffuse régulièrement des propos génocidaires, notamment des appels à « raser Gaza », à « effacer » les palestiniens, ou encore des fake news. En particulier l'affaire des « 40 bébés décapités », inventés par un journaliste d'I24 et qui ont fait le tour du monde, entre autres gros mensonges de guerre. I24 est un canal, en français, de propagande haineuse au service d'une armée qui commet un génocide.

Cette journaliste n'est pas n'importe qui. Il s'agit de Hanna Papiachvili, qui n'est autre que la « rédactrice en chef » de I24, comme l'indique son profil LinkedIn. Le groupe « Nous vivrons » est donc venu au sein d'une marche féministe avec une milice armée et une journaliste de I24, mais se présente aujourd'hui comme « victime » des manifestantes pro-Palestine. Comment ne pas y voir une opération délibérée pour perturber cette marche et salir ses participantes au service d'un agenda pro-israélien ?

Quoiqu'il en soit, peu après le gazage, Hanna Papiachvili se rangeait tranquillement derrière la police et faisait des doigts d'honneur à la manifestation. Une curieuse conception du journalisme. **Certains reporters de terrain, qui couvrent les luttes sociales au plus près du réel, sont décrits comme « militants » pour bien moins que cela.**

(posts de Contre attaque)

"Nous refusons que notre judéité et l'Holocauste soient récupérés pour justifier une occupation qui a conduit à des conflits pour tant d'innocents... »

Très fort discours du réalisateur Jonathan Glazer après son Oscar du meilleur film étranger pour "La Zone D'intérêt" qui raconte la vie insouciant de une famille de Nazis, installés dans leur villa jouxtant le camp d'Auschwitz.

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/931470675189654>

(post de CND)

DOCUMENTER LE GÉNOCIDE EN COURS

Cette vidéo en trois parties montre l'état d'esprit de l'extrême droite israélienne, document les actes génocidaires commis contre les palestiniens et la déshumanisation dont ils sont l'objet, y compris après leur mort. Attention, des images ou propos peuvent heurter.

; Le rabbin Eliyahu Mali, fondateur d'une école militaire, la « yeshiva Shirat Moshe » située à Jaffa, appelle dans un discours au meurtre de femmes et d'enfants dans la bande de Gaza, expliquant qu'il s'agit d'un ordre de la loi juive et des textes sacrés.

La traduction littérale des textes monothéistes est toujours très dangereuse. Pourtant, l'extrême droite sioniste se base sur l'Ancien Testament, écrit il y a plus de 2000 ans, pour justifier l'annexion de la Palestine et l'élimination de ses habitants. Netanyahu avait désigné les palestiniens comme étant les descendant d'Amalek, reprenant le nom d'une figure religieuse de l'Ancien testament ennemie des hébreu dans les Textes. De même, dans le Livre de Josué, il est raconté que le peuple Hébreu a conquis la terre de Canaan, l'actuelle Palestine/Israël, en exterminant tous ses habitants sur ordre divin. Cette confusion justifie le génocide au nom d'impératifs religieux.

Ce qui est particulièrement grave dans cette vidéo, c'est que ce rabbin enseigne à des étudiants qui combattent à Gaza, et que l'armée et le ministère de la Défense coopèrent avec l'école Shirat Moshe.

; La chaine Al Jazeera a publié une vidéo filmée par des soldats israéliens le 6 novembre dernier, montrant l'exécution d'un Palestinien non armé, qui levait les mains en disant qu'il était un civil. Les soldats l'ont abattu et se sont félicité ensuite de cet assassinat. La victime est identifiée comme étant Atta Ibrahim Al-Muqaid, âgé de 73 ans et sourd.

; Un autre soldat israélien a publié la vidéo d'un cadavre de palestinien dévoré par un chien. Il s'exclame : « Wow, il l'a achevé, le terroriste a littéralement disparu. Mais quelle belle vue ! » Des témoignages de gazaouis rapportent depuis des semaines que des corps pourrissent à même les rues ou sont mangés par les animaux, mais cette vidéo montre le plaisir qu'en retire un soldat.

▶ vidéo : <https://fb.watch/qLkcfG134/>



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

GAZA : « UNE GUERRE CONTRE LES ENFANTS »

« Le nombre d'enfants tués en un peu plus de quatre mois dans la bande de Gaza est supérieur au nombre d'enfants tués en quatre ans de guerres dans le monde entier. Cette guerre est une guerre contre les enfants. C'est une guerre contre leur enfance et leur avenir » explique le responsable de l'ONU Philippe Lazzarini.

Plus de 12.300 enfants Palestiniens ont été assassinés par l'armée israélienne en 4 mois selon le bilan provisoire qui ne compte pas les disparus.

Soit 81 enfants tués par jour à Gaza

3 enfants tués par heure à Gaza.

1 enfant tué toutes les 20 minutes à Gaza.

PARIS : ACTION CONTRE UN SALON COMPLICE DE L'INDUSTRIE MILITAIRE ISRAËLIENNE

« Paris Space Week » est un événement organisé à Paris chaque année, dédié aux rencontres entre professionnels de la filière aérospatiale en France et en Europe. Il totalise plus de 8500 participants provenant de 45 pays, avec plus de 2800 exposants lors des 7 dernières années.

De nombreuses firmes collaborant avec Israël en matière d'armement y sont présentes et exposent leurs inventions, notamment des vendeurs d'armes tels que Thales, Safran, Dassault, Nexter, MBDA... Ce salon très stratégique est méconnu du grand public et son site est en anglais. Il avait pourtant lieu ce mercredi 13 mars dans la capitale française.

Des militant-es du collectif « Stop Arming Israël » ont bloqué l'entrée du Salon à Porte de la Villette, à Paris, en déployant des banderoles et en scandant des slogans. La police est vite arrivée pour encercler les participant-es, les

intimider et les forcer à se disperser.

La France est un leader mondial du business de la guerre et de la surveillance. On compte à Paris de nombreux autres salons internationaux sur ces sujets, par exemple « Milipol », organisé chaque automne sous l'égide du ministre de l'Intérieur : une exposition mondiale des entreprises fabriquant des armes de répression. Les représentants des pires régimes de la planète viennent y faire leur marché pour militariser toujours plus leur police.

Pour bloquer réellement ces salons, il faudrait être des milliers. Mais à défaut d'avoir, pour le moment, le nombre suffisant, se mobiliser permet au moins de mettre en lumière ces événements honteux. C'est ce qu'a réussi à faire « Stop Arming Israël ».

▶ vidéo : <https://fb.watch/qNTUm5OSuc/>



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

ñç APRÈS GAZA, LE LIBAN ?

▶ Le Liban ne parvient pas à sortir de la plus grave crise de son histoire -

En l'espace de 4 ans, la livre libanaise n'a cessé d'être dévaluée pour que le pouvoir se maintienne à flot. La monnaie libanaise a ainsi perdu 99% de sa valeur, plongeant plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté. Comme c'est souvent le cas lors de crises d'une telle envergure, les inégalités de classes se creusent davantage. Le pays fait face à une fuite de cerveaux sans précédent, les plus diplômé-es (et plus favorisé-es) partent du pays. Ne restent que les populations les plus démunies face à ceux qui profitent de la situation.

Le Liban se trouve donc également dans une impasse politique. Des révoltes intenses faisaient vaciller le pouvoir fin 2019, et n'étaient calmées que par l'arrivée de la pandémie de Covid. Mais le feu couve toujours contre la corruption et la montée des inégalités, un incendie régulé par la violence du pouvoir avec des armes françaises.

Depuis le départ de Michel Aoun il y a un an et demi, le pays est sans président. L'homme, figure controversée et en grande partie responsable des problèmes rencontrés par le peuple libanais, n'a pas trouvé de remplaçant. Le pouvoir Libanais cours désormais tel un poulet sans tête, se démenant pour assurer sa survie face aux contestations qui font rage.

Les relations entre Israël et le Liban sont marquées par des périodes de conflit, notamment la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah, un parti chiite dont l'objectif défini est la résistance contre Israël. Depuis lors, la frontière entre les deux pays demeure tendue, avec des incidents fréquents. Les activités militaires et les rivalités régionales ont instauré un climat de méfiance mutuelle, accroissant le risque d'une escalade imprévisible.

En 2006, lors de la guerre des 33 jours, l'armée israélienne bombardait les réservoirs de pétrole de la centrale électrique dans le sud de Beyrouth à Jiyé. Cette attaque a entraîné le déversement de 15.000 tonnes de pétrole dans la mer. Depuis ce jour et une résolution de l'ONU (170 votes contre 6), Israël est tenu de verser 856,4 millions de dollars au Liban en guise de dédommagement. Mais chaque année, l'ONU se voit dans l'obligation de rappeler cette dette à Israël. Le remboursement par l'État hébreu semble bien peu probable.

Depuis le 7 octobre et l'attaque du Hamas, qui perce la frontière de Gaza, puis les représailles immédiates de l'armée israélienne, la milice dirigée par Hassan Nasrallah bombarde quotidiennement les positions militaires israéliennes le long de la frontière libano-palestinienne. Dans l'autre sens, Israël multiplie les bombardements sur le Liban, notamment sur des quartiers d'habitations au mépris de la vie des civils qui s'y trouvent, risquant l'embrassement de la région.

Actuellement, Tsahal se prépare à des incursions terrestres au Liban, ce qui serait une première depuis 2006. Le Hezbollah affirme avoir déjà déjoué deux tentatives en début de semaine. Le 5 mars dernier, le président de l'assemblée du parti chiite déclarait : « Nous ne souhaitons pas la guerre, mais nous sommes prêts à y faire face. » Le risque d'escalade semble particulièrement fort.

Selon des hauts fonctionnaires américains, une incursion terrestre au Liban pourrait être lancée à la fin du printemps ou au début de l'été si les efforts diplomatiques ne parviennent pas à repousser le Hezbollah de la frontière nord avec Israël. L'État israélien semble déterminé à profiter du contexte de la guerre à Gaza et du soutien inconditionnel des États-Unis pour se débarrasser du Hezbollah au nord de sa frontière.

Depuis le début du conflit, selon l'AFP, 302 personnes dont 51 civils sont morts sur les terres libanaises sous les bombes Israéliennes.

Et la France dans tout cela ? Notre pays entretient des relations étroites avec le Liban. Emmanuel Macron y a même dépêché l'ancien ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian afin de faciliter le dialogue entre les différentes parties, dans le but de trouver un président au plus vite et ainsi d'apporter plus de stabilité dans la région.

On se souvient également de l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, lors de laquelle Macron a été le premier chef d'État à se rendre sur place, manifestant ainsi sa solidarité envers le peuple libanais. Il est à noter qu'il était accompagné ce jour-là d'un représentant de Saint-Gobain, une entreprise du CAC40 spécialisée dans les matériaux de construction. La prédation capitaliste n'est jamais très loin, la France exporte son savoir-faire du béton écocidaire.

Mais l'État français exporte aussi son savoir-faire en terme de maintien de l'ordre.

Quant à la question de la réaction de Macron en cas d'invasion israélienne au Liban, comme cela s'est produit en 2006, cela reste difficile à prévoir

Que fera Macron si Israël dépasse une nouvelle fois les frontières ?

(posts de Contre attaque)

Le cri du coeur de Wizard Bisan.

Journaliste pour des médias internationaux, activiste pour les droits des femmes, notamment aux Nations Unies ou elle a fait partie d'un groupe de travail, elle documente désormais ce qui fait partie du quotidien des Gazaouis.

La guerre aveugle.

Une fois de plus, les tirs israéliens ont décimé une cinquantaine de personnes la nuit passée, alors qu'elles étaient sorties pour tenter de trouver ... de la farine.

▶ vidéo : <https://fb.watch/qQkNPECJru/>

(post de CND)



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

POUR NETANYAHOU CONTINUER LE GÉNOCIDE EST PLUS IMPORTANT QUE LA VIE DES OTAGES

En Occident, les médias nous répètent les mêmes éléments de langage depuis plus de 5 mois : le massacre de masse commis sur les civils de Gaza serait justifié au nom de la présence d'otages israéliens. C'est le narratif imposé, qui sert à fabriquer dans l'opinion publique une prétendue équivalence.

Pourtant, dans les faits, le gouvernement fasciste israélien a toujours méprisé la vie des otages. Dès le 7 octobre, il est désormais avéré que des frappes de l'armée israélienne ont tué des civils israéliens. Puis, alors que les familles d'otages suppliaient Netanyahu de négocier pour la libération de leurs proches, il n'a jamais cessé d'intensifier les bombardements et attaques sur Gaza, rendant impossible toute libération et mettant en danger les captifs.

L'armée israélienne, qui a reçu l'ordre de tirer sur tout ce qui bouge, a même abattu au mois de décembre trois otages israéliens torse nus, qui tenaient un drapeau blanc et criaient « au secours » en hébreu à Gaza !

Netanyahu a donc provoqué la mort de dizaines de milliers de civils palestiniens et détruit quasiment intégralement

Gaza sans faire libérer un seul captif. Contrairement à ce que répètent les relais de l'Etat sioniste en France, leur vie n'a jamais été un enjeu de la guerre. **C'est bien le génocide de la population de l'enclave qui est programmé.**

Une nouvelle preuve Ce vendredi 15 mars. Alors que le Hamas propose une trêve de 6 semaines, avec la libération de 42 otages - des femmes, enfants, personnes âgées et malades - en échange de 20 à 50 prisonniers palestiniens et l'entrée d'au moins 500 camions d'aide humanitaire par jour, Netanyahu a balayé la proposition.

Il veut même intensifier la guerre d'une façon dramatique.

« L'armée israélienne est prête pour le côté opérationnel et pour l'évacuation de la population » de Rafah, a déclaré le bureau du Premier ministre ce vendredi. Cette position criminelle va également à l'encontre des énormes manifestations qui ont lieu chaque semaine en Israël, réclamant une trêve et des pourparler pour libérer des otages.

Alors qu'un arrêt des combats et la libération de captifs israéliens est possible, Netanyahu veut donc prendre d'assaut le petit bout de territoire, au sud de Gaza, où sont massés un million et demi de palestiniens affamés qui ont fui les massacres. Ce vendredi, un entrepôts humanitaire de l'ONU a d'ailleurs été touché à Rafah, tuant un employé de l'ONU et blessant.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. L'extrême droite israélienne a toujours préféré sacrifier la vie de ses propres citoyens si cela permet de continuer le génocide.



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

INTOX MÉDIATIQUE À SCIENCE PO PARIS : DES ÉTUDIANT-ES JUIFS ET JUIVES REPONDENT

C'est une nouvelle opération de manipulation de grande ampleur qui est organisée depuis 3 jours pour salir le combat en faveur de la cause palestinienne.

Le 12 mars, une journée de mobilisation était organisée dans diverses universités pour soutenir Gaza. Dans l'élitiste établissement de Science po Paris, un amphithéâtre était occupé pendant quelques heures, et paré aux couleurs de la Palestine.

Intolérable pour le pouvoir et les relais de l'État israélien en France, qui ont lancé des accusations d'antisémitisme. France Info a écrit que « des propos à caractère antisémite ont été proférés lors d'un rassemblement pro-palestinien au sein de Sciences Po Paris », puis Le Parisien, « qu'une étudiante juive a été empêchée d'accéder à une conférence pro-Palestine », le Premier Ministre a saisi la justice, la chaîne d'extrême droite Cnews s'est exclamée : « y a trop d'étrangers à science po ». Un emballement écoeurant.

En 48 heures, la baudruche s'était déjà dégonflée. L'étudiante juive prétendument exclue a elle-même reconnu qu'elle n'a pas entendu quelqu'un dire qu'elle était juive, ni même sioniste : « Je ne l'ai pas entendu moi-même. Mais quelqu'un m'a dit qu'un participant avait lancé... », qu'elle a finalement pu rentrer dans la salle mais qu'elle en est sortie d'elle-même. Selon des témoins, elle avait en fait été mal accueillie car elle prenait en photo les participant-es, les mettant ainsi en danger.

Cette opération rappelle le prétendu tag "antisémite" aperçu devant une fac de médecine en novembre, et dénoncé jusqu'au sommet de l'État. Il était en réalité écrit « Fuck antisémitisme, free Palestine ». La députée macroniste Caroline Yadan avait estimé que « "Fuck antisémitisme" veut dire ici "J'emmerde ceux qui lutte [sic] contre l'antisémitisme parce que je revendique l'être" ». De même, les étoiles de David de couleur bleues inscrites en octobre sur les murs de Paris par un homme d'affaire moldave disant soutenir Israël. Une affaire manipulée par Gérald Darmanin pour dénoncer "l'ultra-gauche et les islamistes" !

Dans ce contexte d'inversion systématique, de destruction des repères et de démolition de la vérité, des étudiant-es juifs et juives de Science-Po ont rédigé une tribune, se disant « effaré-es de la tournure récente des événements et de l'emballement médiatique et politique qui a suivi ».

La voici :

Nous refusons d'être instrumentalisé-e-s pour servir la répression des voix palestiniennes

« Nous refusons d'être instrumentalisé-e-s pour servir la répression des voix palestiniennes, et avons écrit une tribune dans ce sens.

Mardi 12 mars au matin a eu lieu une mobilisation d'étudiant-e-s engagé-e-s contre les massacres de masse systématiques en cours sur la bande de Gaza et l'occupation par Israël des terres palestiniennes. Sur la base de récits approximatifs, un emballement médiatique et politique démesuré a suivi pour accuser ces mobilisations d'antisémitisme. Sciences Po a elle-même saisi le procureur de la République pour des "faits à caractère antisémite", tandis que l'école voyait la visite du premier ministre et de la ministre de l'enseignement supérieur. **En tant qu'étudiant-e-s juif-ves, nous dénonçons cette manipulation politique qui invisibilise notre expérience d'étudiant-e-s juif-ves horrifié-e-s par les horreurs commises contre la population gazaouie. La direction de Sciences Po et les responsables politiques font de nous des cautions pour leur permettre de réprimer la liberté d'expression et les mobilisations pour la justice en Palestine. Nous refusons fermement d'être instrumentalisé-e-s de la sorte. Impliqué-e-s dans les mobilisations étudiantes pro-palestiniennes, nous réfutons les accusations d'antisémitisme menées à leur encontre et nous unissons à leurs côtés.**

Les étudiant-e-s juif-ve-s ont fait partie intégrante de la mobilisation en faveur du peuple palestinien, tant sur le campus qu'en dehors, et ce depuis des mois. Le matin de ce mardi 12 mars, plusieurs étudiant-e-s juif-ve-s sont entré-e-s dans l'amphithéâtre Emile Boutmy et ont été présent-e-s pendant toute la durée de la mobilisation. Contrairement aux allégations, nous avons pu entrer dans l'amphithéâtre sans aucune entrave. L'une d'entre nous l'a fait librement, tout en portant autour de son cou l'étoile de David qu'elle porte depuis sa Bat Mitzvah. Elle a porté son collier à l'extérieur de son pull dans l'intention qu'il soit visible, afin que sa présence en tant que femme juive dans l'amphithéâtre soit connue. Une autre d'entre nous a fait une présentation dans le cadre de la mobilisation sur le judaïsme et l'antisionisme. Ironiquement, le cœur de sa présentation était de montrer comment le sionisme

instrumentalise l'antisémitisme pour servir ses propres ambitions matérielles. L'altercation à la porte de l'amphithéâtre qui a été si lourdement défigurée par la presse s'est produite au moment où elle donnait sa présentation. À aucun moment de l'événement, nous ne nous sommes senti-e-s intimidé-e-s ou en danger du fait d'une action des organisateur-ice-s ou des autres participant-e-s à quelque titre que ce soit. Au contraire, nous avons été touché-e-s par le fait que nous nous sommes senti-e-s bien accueilli-e-s et inclu-e-s en tant que juif-ve-s pendant toute la durée de l'événement.

Les accusations d'antisémitisme contre les mobilisations pro-palestiniennes à Sciences Po ont été menées en grande partie par l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), et ce depuis octobre. L'UEJF dit représenter les étudiant-e-s juif-ve-s, nous affirmons que cette organisation ne nous représente pas, ni politiquement, ni religieusement. Sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, l'UEJF développe un discours ouvertement hostile à toute revendication pro-palestinienne, et brille par son refus de critiquer la politique criminelle d'Israël. Les étudiant-e-s juif-ves de Sciences Po sont divers, n'uniformisons pas leurs voix. En voulant faire de tou-te-s les juif-ves des soutiens d'Israël, c'est l'UEJF qui porte un discours réducteur, refusant aux juif-ve-s la capacité de se battre pour la justice et mettant en danger tou-te-s les étudiant-e-s qui se battent pour la Palestine. Vider le mot antisémitisme de son sens, comme le fait l'UEJF, met les juif-ve-s en danger et nuit à la lutte réelle contre l'antisémitisme.

Malgré les menaces et les pressions nous continuerons de porter la voix d'une solidarité entre juif-ves et palestinien-ne-s. La lutte contre l'antisémitisme ne pourra jamais se faire au détriment des vies palestiniennes. Vive la Palestine libre ! Tahia Falasteen ! Tri falastin hahouvit ! Lang lebni di freye falestine ! »



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

« POITIERS ET NANTES : DES FRESQUES POUR LA PALESTINE EFFACÉES »

Les soutiens d'Israël ont peur de simples peintures. Dans un pays qui aime scander « Je suis Charlie », certaines expressions artistiques ne sont pas les bienvenues dans l'espace public.

À Poitiers, une fresque dénonçant « 75 ans de colonisation » en Palestine et réclamant « Stop génocide »

sur un mur d'expression libre, le long d'une route, a été effacée par la mairie écologiste. Les élus de droite et des organisations pro-israéliennes avaient fait monter la pression et saisi le procureur de la République pour exiger l'effacement de cette peinture. La mairie, qui avait d'abord affirmé qu'elle ne toucherait pas au graffiti au nom de la liberté d'expression artistique, a donc cédé et a recouvert le mur.

Cette même mairie estime pourtant que la fresque « n'avait rien d'illégal, mais préfère l'enlever face aux inquiétudes de la communauté israélite » et déclare : « Pour la Ville de Poitiers, garantir un espace public sécurisant pour toutes et tous est aussi une priorité ».

Quand, au mois d'octobre, toutes les mairies et bâtiments publics étaient éclairés aux couleurs de l'État israélien qui commettait un massacre et que toutes les manifestations de soutien à la Palestine étaient interdites et réprimées, il n'était pas question « d'espace public sécurisant ».

En France, la liberté d'expression d'accord, mais seulement si elle ne s'attaque ni à la police, ni au gouvernement, ni au colonialisme

ï **À Nantes, même scénario. Le 19 février, une fresque avec les mots « Palestine vivra » était réalisée sur un mur de graffiti légal connu des nantais, avec un portrait de la militante communiste palestinienne Leïla Khaled. Une semaine plus tard, cette partie du mur, et elle seule, était couverte d'une couche de peinture grise posée par la mairie socialiste, alors que tous les graffitis autour étaient restés intacts.**

Il n'a même pas fallu de plainte de la droite, les services municipaux s'étaient chargé de censurer cette oeuvre en toute discrétion. La mairie, qui prétend soutenir le street art, avait déjà censuré avec la même peinture grise des fresques dénonçant les violences policières, notamment l'été dernier, après la mort de Nahel.

En France, la liberté d'expression d'accord, mais seulement si elle ne s'attaque ni à la police, ni au gouvernement, ni au colonialisme.

ISRAËL INVENTE LE RAP GÉNOCIDAIRE

Le rap est à l'origine un genre musical afro-américain, un chant rythmé et contestataire, le cri des opprimés. Il s'est répandu dans le monde entier avec l'essor du mouvement Hip-hop à partir des années 1970. **Puis le rap est devenu une industrie commerciale, récupéré de toutes parts. À présent, Israël invente un genre nouveau : le rap génocidaire, avec des paroles militaristes et fascistes.**

Deux morceaux se sont hissés au sommet des écoutes en Israël. En décembre, c'était la chanson « Harbu Darbu » du duo Ness et Stilla, qui cumule aujourd'hui 20 millions de vues sur youtube. Les paroles sont très claires : appels à tuer les « fils d'Amalek » - dans la Bible, Amalek est l'ennemi du peuple Hébreu et est exterminé - ou à écrire des noms sur les bombes envoyées sur Gaza, répétition de l'absence de « pardon », menaces sur les soutiens de la Palestine qualifiés de « chiens dont le tour arrivera », le tout entrecoupé du gimmick « un, deux, trois, tirez ».

Un autre morceau, plus récent, est encore plus violent et a déjà été visionné quasiment 2 millions de fois sur youtube. Il s'agit de « Shager » - c'est à dire « lancement » ou « tir », une référence au compte à rebours avant l'envoi d'un missile : « deux, trois, shager », formule elle même popularisée dans les vidéos publiées par les soldats israéliens qui filment leurs crimes à Gaza.

Un rappeur annonce : « ils ne toquent plus sur les toits, il n'y a plus d'avertissement », une référence au fait de ne plus faire de sommation avant de bombarder. Les paroles sont messianiques, rappelant la « mort des premiers nés », une des plaies d'Égypte dans l'Ancien Testament, qui avait tué tous les premiers nés non juifs. « Pour chacune de nos fleurs, nous leur avons offert un bouquet » dit un rappeur, une « fleur » étant un code militaire

désignant un mort. Une rappeuse parle de faire « exploser gratuitement » les maisons de palestiniens et de « supprimer » Gaza. « Il n'y a pas de gauche, il n'y a pas de droite » : tout le monde est uni contre les palestiniens, une union sacrée militariste typique des régimes totalitaires. Enfin, les paroles sont truffées de références au conflit en cours, avec des clin d'oeils aux unités au combat et à leurs pratiques.

Si l'on prend les référentiels de la politique européenne, Israël est un pays que l'on peut désormais qualifier de fasciste : un État totalement militarisé, majoritairement acquis à des idées racistes, religieuses et génocidaires, avec une hégémonie culturelle écrasante de l'extrême droite, y compris dans les chansons.

Le plus bouleversant est que ces propos ne viennent pas de vieux politiciens. Ils sont prononcés et mis en musique par des jeunes, sur un rythme entraînant, avec une imagerie sophistiquée. **Non seulement le fascisme n'est pas mort, mais il utilise tous les codes de la culture populaire du XXIe siècle.**

▶ vidéo : <https://fb.watch/qT46gGwelT/>

UN SOLDAT FRANCO-ISRAËLIEN VALORISE LA TORTURE DE PALESTINIENS

« Il s'est pissé dessus. Je vais te montrer son dos, tu vas rigoler. Ils l'ont torturé pour le faire parler. »

Ce sont les mots, en français, d'un soldat de l'armée israélienne. Il filme fièrement des détenus palestiniens humiliés, menottés, les yeux bandés comme à Guantanamo, subissant des injures et des actes de torture revendiqués. Ces derniers mois l'armée israélienne arrête des milliers de palestiniens sans motif, les torture, les enferme. Certains sont morts des mauvais traitements, d'autres, qui ont été relâchés, témoignent de viols et autres actes abominables. Ce soldat qui parle en français en est fier.

Ce fanatique de la violence armée, ce fasciste qui filme les crimes contre l'humanité dont il est complice, rentrera probablement tranquillement en France. Dans quel secteur va-t-il se reconvertir ?

Depuis 5 mois, nous avons vu les pires horreurs à Gaza : des milliers de femmes et d'enfants tués et déchiquetés par des obus, des hôpitaux bombardés, des bébés morts dans des couveuses, des journalistes et des humanitaires massacrés, une zone assiégée, densément peuplée, quasiment rayée de la carte, une famine de masse organisée délibérément.

Ces crimes contre l'humanité, passibles de la Cour Pénale Internationale, qui sont pourtant assumés par un gouvernement fasciste qualifiant les palestiniens d'« animaux humains » et de « peuple des ténèbres » qu'il faudrait éliminer pour réaliser une « prophétie » religieuse, sont exécutés par des français.

Dans cette armée criminelle, il y a 4185 soldats de nationalité française sur le front. La France est la deuxième nationalité étrangère représentée dans l'armée israélienne, derrière les États-Unis.

Une vidéo avait déjà montré un soldat hurlant en français dans un tank israélien : « on va les massacrer », avec en fond sonore la chanson de Stromae « Formidable » revisitée en « plus d'arabes ». Un autre soldat franco-israélien avait posé avec des sous-vêtement de femmes palestiniennes, tuées ou chassées de leurs maisons. D'autres ont menacé, en vidéo, la France Insoumise armes à la main, entre autres. Ces gens vont-ils revenir tranquillement en France après avoir acquis l'expérience du feu ?

Nous vivons dans un pays où les musulmans sont soupçonnés en permanence d'une double allégeance, de ne pas

être assez fidèles aux prétendues « valeurs de la République française ». On se souvient des déchéances de nationalité pour des français considérés comme « radicalisés ». On se souvient des procédures anti-terroristes contre des militants anti-capitalistes français partis combattre à l'étranger, en particulier au Rojava.

Qu'en sera-t-il de ces fascistes ? Macron et ses services de renseignement vont-ils les laisser rentrer en toute impunité après avoir commis un génocide ?

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/779387627032017>



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

« POUR UN BOYCOTT ACTIF DES PRODUITS ISRAËLIENS »

▶ Appel -

Alors qu'Israël continue sa destruction génocidaire du peuple Palestinien et de Gaza, les affaires continuent. Des milliers de produits israéliens affluent sur les marchés européens : avocats, clémentines, dattes, etc... Voici un appel que nous avons reçu et que nous relayons :

« La campagne de boycott BDS, lancée par des Palestiniens en 2005, touche juste. Comme toutes les opérations qui visent à bloquer l'armement d'Israël, mais aussi tous les rassemblements, et toutes les manifestations, parfois dramatiques, comme l'immolation de Aaron Bushnell.

Il est temps de nous interroger sur les effets réels de nos actions sur le génocide en cours, de montrer, avec les moyens dont nous disposons, là où on est, comme on peut, que nous ne choisirons pas le silence, de témoigner, parfois de façon dérisoire, que nous nous opposons en acte à un Etat raciste, colonial et génocidaire. Le fait que cet État se présente comme "l'Etat-nation du peuple juif" n'entre en rien dans l'affaire.

Nous sommes avec les juifs insurgés du ghetto de Varsovie quand ils se défendent contre la barbarie nazie, nous

sommes avec les révolutionnaires Algériens qui s'attaquent au système colonial français, nous sommes avec les Palestiniens qui subissent un régime d'apartheid et qui subissent la violence d'Israël, déchaînée depuis le 7 octobre. Mais la Nakba est un processus continu depuis 1948

On peut ne pas acheter les marchandises en provenance d'Israël, mais on peut aussi s'attaquer directement à elles quand nous les trouvons dans les rayons des supermarchés. Il ne devrait pas être possible d'acheter un avocat israélien, quand tous les jours les Palestiniens se font massacrer.

En mettant un masque anti-Covid pour la discrétion, en enfilant un sac plastique autour de sa main, il est très simple d'écraser rageusement toutes ces marchandises les rendant ainsi impropres à la vente. Et c'est encore mieux s'il s'agit d'une enseigne Carrefour.

Nous proposons un boycott actif des produits israéliens, et nous appelons tout le monde à faire de même.

Nébuleuse sauvage pour la destruction des marchandises génocidaires »



Génocide à Gaza : boycottons les produits israéliens, bloquons ici les usines d'armement

MAROC/ISRAËL : CONTINUITÉ ET ÉCHANGE DU SAVOIR FAIRE COLONIAL AU SAHARA OCCIDENTAL

Le colonialisme ne tue pas qu'à Gaza. Le Sahara Occidental, tout à l'Ouest de l'Afrique, est l'une des dernières colonies du continent. Ce territoire bordé par l'océan Atlantique, est coincé entre la province marocaine de Tarfaya, l'Algérie et la Mauritanie.

En 1973, un mouvement indépendantiste ancré à gauche, qui revendique l'auto-détermination du peuple sahraoui créait le Front Polisario -FP- pour mettre fin à l'occupation espagnole du Sahara Occidental. Dans l'organisation, les femmes jouent un rôle social et politique important : elles étudient, prennent des responsabilités et supervisent la distribution de l'aide alimentaire dont dépend la majorité de la population ou rejoignent les rangs de la guérilla.

En février 1976, le Front Polisario proclame la République arabe sahraouie démocratique. Le groupe qui pratique la lutte armée s'oppose à la Mauritanie mais surtout au royaume du Maroc qui a annexé l'ex-colonie espagnole à partir de 1975. Quand Franco meurt en Espagne, le Sahara occidental rêve enfin d'obtenir son indépendance, l'ONU

valide le projet d'un référendum. Mais le roi et dictateur du Maroc Hassan II attaque le territoire pour y conserver son emprise.

Une période de conflit intense débute avec les troupes marocaines qui commettent de nombreux crimes contre la population. La guerre dure jusqu'en 1991 où un cessez-le-feu est signé entre les différentes parties. Après 30 ans de statu quo les combats ont repris.

Depuis 2021, l'armée marocaine a tué 86 civils dont deux enfants par des tirs de drones, notamment israéliens, au Sahara occidental. Le Maroc occupe 80% de la zone et réprime la guérilla des sahraouis avec des arrestations de masse, des bombardements au napalm et au phosphore blanc. Les populations civiles sont contraintes de fuir et vivent dans des camps de réfugiés en territoire Algérien.

Dans cette guerre asymétrique, la résistance sahraouie fait face à une armée de 100 000 hommes, sur-équipée avec du matériel dernier cri : radars, avions et drones de reconnaissance ou de combat.

Depuis 2020, le Maroc et le régime colonial israélien ont scellé un accord bilatéral en matière de défense, de renseignement, de cybersurveillance. Cet accord intervient dans la politique de normalisation des relations entre Israël et les pays arabes. Les militaires utilisent notamment des drones Harfang de l'entreprise publique israélienne IAI - Israël Aerospace Industries - pour effectuer leurs frappes.

Le Maroc a profité de l'expertise de l'État Israélien depuis plusieurs décennies dans sa guerre menée au Front Polisario. Au début des années 1980, Ehud Barak, haut gradé de l'armée israélienne, se trouvait au Sahara-Occidental pour conseiller le royaume marocain dans la construction du « mur de sable » pour prévenir les incursions du groupe indépendantiste armée en zone occupée. Le mur fait près de 2700 kilomètres de long tandis que ses abords sont infestés par plus de 10 millions de mines anti-personnels et anti-chars. Ce mur a été érigé sur une idée de l'État major israélien, avec l'appui des grandes puissances impérialistes, notamment des États-Unis et de la France.

En février dernier, Stéphane Séjourné, le ministre français des Affaires Étrangères rencontrait son homologue marocain pour réitérer « un soutien clair et constant » à la politique coloniale du régime marocain au Sahara Occidental.

Un continuum colonial et un échange de savoir faire entre les États impérialistes contre l'autodétermination des peuples opprimés du monde entier.

(posts de Contre Attaque)